

Politique | Le panel citoyen remet son avis au Département de la Gironde



Alimentation, déchets, mobilités, habitat et eau. Autant de sujets sur lesquels les 39 membres du panel citoyen, ont réfléchi entre décembre 2019 et juin 2020. Les citoyens, tirés au sort par l'IFOP, ont présenté leurs propositions aux élus girondins, réunis en séance plénière ce lundi 16 novembre. Jean-Luc Gleyze, Président du Département, entend reconduire la démarche au niveau local. Il a également évoqué les grands dossiers sur lesquels les conseillers départementaux devront statuer.

« La nature est en danger de mort, l'humain l'est aussi ». C'est ce constat, plutôt pessimiste, qui a été le point de départ de la réflexion de 39 citoyens. Ils constituent le panel citoyen de la stratégie girondine de résilience territoriale. Ce collectif citoyen a rendu ce lundi matin son avis aux élus départementaux. Il est centré sur l'action collective face aux changements environnementaux et sociétaux et balaie plusieurs thèmes (l'alimentation, les déchets, la mobilité, l'habitat et l'eau) en se fixant l'objectif d'un Département 100 % résilient d'ici 2030.

Un avis salué de (presque) tous

« Toutes les propositions sauf une font consensus, ce qui n'est pas aisé à 39 », sourit Joël, un des représentants du panel citoyen. Le point de discordance : la proposition de réhabiliter la production de plantes médicinales sous le contrôle de spécialistes. Sur les autres thèmes, les solutions proposées sont parfois tout autant spécifiques. Sur les mobilités par exemple, Thierry est un cycliste averti. Il propose la création d'un plan, disponible sur une application smartphone par exemple, de toutes les pistes cyclables de Gironde, permettant de voir à quel endroit elles se rejoignent et faciliter ainsi le voyage à vélo.

Dans l'ensemble, les élus départementaux de tous bords ont salué et applaudi les recommandations de l'avis du panel citoyen. Une voix discordante s'est élevée dans l'hémicycle girondin, celle habituelle de Grégoire de Fournas, viticulteur et élu RN du Nord Médoc qui fustige une recommandation spécifique, concernant l'accompagnement dans le changement de pratique des agriculteurs. « L'agriculture de nos parents et grand-parents a permis de nourrir la France d'après-guerre : il est malvenu de dire 'qu'il faut nous délivrer des

pratiques polluantes héritées de nos parents pour être fier de notre travail »...

« Le Département tient bon financièrement, pour l'instant... »

En marge de la présentation de l'avis du panel citoyen, Jean-Luc Gleyze a abordé l'autre grand dossier de l'ordre du jour de la plénière du 16 novembre : la décision modificative du budget. « Dans un contexte d'incertitude totale concernant le coût à venir de la crise, nous sommes à nouveau contraints de modifier notre orientation budgétaire », affirme le Président du Conseil départemental. En effet, dans le cadre du plan France Relance, Jean-Luc Gleyze est en discussion avec les services l'État pour demander une avance de 28,5 millions d'euros pour compenser les droits de mutation.

Le Département fait également face à une augmentation des demandes du RSA depuis décembre 2019 (environ 3000 bénéficiaires en plus), représentant près de 10 millions d'euros sur le mois d'octobre et environ deux millions et demi supplémentaires pour le mois de novembre. Interrogé sur l'expérimentation du financement du RSA par l'État en Seine Saint-Denis (93), Jean-Luc Gleyze exclut clairement la candidature de la Gironde sur ce dispositif. « Ce genre de contrats avec l'État ont des contreparties, je suis devenu méfiant avec le temps. J'attends que les modalités d'application soient éclaircies », ajoute l'élu, en évoquant notamment le Pacte de Cahors (contrat obligeant les collectivités à limiter l'augmentation de leurs dépenses de fonctionnement sous peine de pénalité financière) qui avait provoqué sa colère en novembre 2019.

Yoan Denéchau

Crédit Photo : Twitter @Gironde

Publié sur aqui.fr le 16/11/2020

[Url de cet article](#)